

Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

La pandémie actuelle joue un rôle de révélateur de la fragilité de nos systèmes économiques, de plus en plus complexes et interdépendants. Les problèmes d'approvisionnement apparus avec cette crise nous forcent à nous interroger sur notre dépendance stratégique à l'égard du reste du monde (au-delà des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux) et mettent en exergue les fragilités du modèle mondialisé actuel. Sans occulter les élans de solidarité, il est possible qu'on assiste dans les prochaines années à une « démondialisation », dont une composante majeure, les échanges de marchandises, a déjà quasiment été engagée. Ce processus pourra nous conduire à re-questionner les notions de frontières et de souveraineté.

Les questions posées dans le cadre de la pandémie, telles que présentées comme une découverte, ne sont en fait que des interrogations qui ont eu bien d'autres révélateurs et notamment la crise de 2009 et les incidents de frontière qui sont apparus du fait de l'extension internationale des lois des USA. Les premières dispositions intégrées à la loi DODD-FRANK laquelle était présentée comme une loi de protection du consommateur ont visés les exportations de métaux et de diamants des zones de conflits. Que l'on s'en étonne est surprenant car la loi Macron de août 2015 s'en est dans la forme largement inspiré en intégrant des domaines très éloignés de l'objet principal. L'amende infligée à BNPParibas et le démantèlement d'Alstom en sont les principaux effets coercitifs visant la souveraineté française. La seule différence majeure est que les dispositions restrictives générale édictées mettent en péril le quotidien hors des situations où cela est nécessaire. Il est clair que les restrictions indifférenciées applicables à l'ensemble du territoire et ce contrairement à la CHINE qui a initié le processus et dont elles se sont largement inspiré sont largement responsables d'un marasme économique déjà perceptible et qui ne va que croître. Aucun pays n'a stérilisé plus de 50 % de sa population active.

Le problème de fond est bien antérieur et est lié à une décorrélation entre les échanges de matières et de service de base et leur valorisation ou plus précisément leur traduction dans des monnaies évoluant de selon d'autres références. Le message était déjà très clair en 2008, nombre d'écrits l'attestent et en tout premier lieu l'analyse de la crise faite par la BRI.

Cette évolution a pur effet majeur de distordre l'appréciation du risques et ainsi de transférer des signes monétaires à ceux qui ne prennent pas de risques et qui les transfèrent à leur insu à la majorité de la population mondiale. Ceci explique la concentration de la richesse mondiale. Le problème de souveraineté était clairement posé à propos de l'amende infligée à la BNPP. Il est donc surprenant qu'à propos des masques et des test virologiques on découvre tout à coup notre dépendance.

Le problème n'est pas de constater les fragilités mais de prendre conscience que les hiérarchie de valorisations ne donnent plus aucune indication sur la disponibilité ni sur la liquidité d'un produit. Plus grave d'avoir considéré le travail comme liquide et substituable nous a conduit à une perte dramatique de compétences: les difficultés d'Areva, le faux semblant de compétence de Péchiney qui s'est débarrassé de son secteur verrier pour tenter acquérir un réseau commercial Suisse en sont des exemples.

Les travaux présentés par France Stratégie sur l'évaluation des investissements publics et de démarquant des normes comptables internationales en vigueur prouve que le problème est profond et structurel mais n'est pas réglé sur l'essentiel : des hiérarchies de valeur assises sur des hiérarchies de risques.

Notre dépendance principale résulte du fait que l'on préfère la stérilisation des capacités de travail à leur utilisation et c'est le plus flagrant dans la façon de gérer la crise actuelle. Lorsque l'on cache aux citoyens la valeur de la solidarité dont ils bénéficie et les devoirs sur lesquels elle repose on prépare une crise sociale. Lorsque l'on contraint les gens à l'inactivité on prépare une crise financière. Lorsque on fait supporter des risques indus on montre que l'on n'a pas compris le sens du mouvement des Gilets Jaunes.

Plus grave les transferts de risques se font aux deux extrémités de l'échelle sociale aux dépens des acteurs les plus utiles au corps social.

Le fonds des dérive provient de notre système de mesure de la valeur qui ne repose que sur l'échange et non sur les améliorations créées tant au titre de la cellule familiale qu'à celui du corps social.

Le point le plus crucial est sous nos yeux la vie s'exprime en permanence par des échanges.

Le virus qui nous inquiète dans peu de temps va évoluer et peut être nous apportera une protection face à une nouvelle menace temporaire.

Lovelock s'appuyant sur le livre de Schrodinger « qu'est-ce que la vie », observe qu'utiliser l'énergie du soleil pour conserver un milieu intérieur protégé et stable dans une configuration éloignée de l'équilibre chimique est la propriété universelle des êtres vivants.¹

A partir de cette révélation, on comprend que la pérennité des sociétés humaines reposent sur des équilibres dynamiques dans un univers protégé dont les échanges tendent vers un optimum.²

Il convient donc de construire à l'échelle des sites géographiques régionaux cohérents ou autour de traditions culturelles existantes, ces cellules diversifiées en fonction de l'environnement en le préservant ou si possible en l'enrichissant de nouveaux .

La réforme régionale qui a été mise en place récemment ne réponds pas toujours à ces critères et a été basée sur des composantes élaborée sur des critères financiers ou de pouvoir et sont appelées à terme à disparaître de ce fait.

Il faut déconcentrer nos organisations car nous perdons le contact avec notre substrat dans des concentrations urbaines dont le résident ne comprennent plus les mécanismes de la vie et sombrent dans la panique à la moindre menace.

Il ne s'agit pas de démondialisation, mais d'une mondialisation qui équilibre les échanges de façon structurelle et ne repose plus sur une dette mais où l'équilibre se fait sur la valeur locale et sur une valeur travail peu hiérarchisée et identique en pouvoir d'achat quel que soit le lieu.

Une des phase du processus pourrit être réalisée en valorisant les échanges mondiaux au coût marginal ce qui limiterait les surproductions et où le coût local serait identique ou supérieur à celui des produits auxquels les importations viendrait en substitution.

Pour limiter les dépenses d'énergie générées par le transport. Il est notamment essentiel de ne plus favoriser les distorsions de marché générées par l'aide alimentaire.

L'autonomie évoquée en en-tête est au prix de ce type d'équilibre et par conséquent de la réintroduction du temps dans l'échange et limitant les obligations différées à des durées techniques telles qu'elles sont pratiquée en Europe pour les fruits et légumes par exemple.

1 S&V mars 2020

2 Gesttetic.org Loi des optimum locaux